

Catherine COQUERY-VIDROVITCH, Odile GOERG,
Issiaka MANDÉ, Faranirina RAJAONAH (éds)

Être étranger et migrant en Afrique au XX^e siècle

Enjeux identitaires et modes d'insertion

Volume II : Dynamiques migratoires, modalités
d'insertion urbaine et jeux d'acteurs



L'Harmattan

Catherine COQUERY-VIDROVITCH, Odile GOERG,
Issiaka MANDÉ, Faranirina RAJAONAH (éds)

**ÊTRE ÉTRANGER ET MIGRANT
EN AFRIQUE AU XX^e SIÈCLE
ENJEUX IDENTITAIRES ET MODES D'INSERTION**

Volume II :
Dynamiques migratoires,
modalités d'insertion urbaine
et jeux d'acteurs

L'Harmattan
5-7, rue de l'École-Polytechnique
75005 Paris
FRANCE

L'Harmattan Hongrie
Hargita u. 3
1026 Budapest
HONGRIE

L'Harmattan Italia
Via Bava, 37
10214 Torino
ITALIE

© L'Harmattan, 2003
ISBN : 2-7475-5340-X

Les éditeurs de l'ouvrage et le comité d'organisation de la conférence adressent leurs très sincères remerciements aux institutions suivantes pour leur contribution financière et leur appui logistique :

- ❖ Le Ministère des Affaires étrangères
- ❖ Le Ministère de l'Éducation nationale
- ❖ Le Centre national de la Recherche scientifique
- ❖ La Présidence de l'Université Paris 7- Denis Diderot
- ❖ L'Institut universitaire de France (Université Marc Bloch, Strasbourg)
- ❖ L'École doctorale EESC de l'Université Paris 7- Denis Diderot
- ❖ Le Laboratoire SEDET
- ❖ Les Conseillers culturels des Ambassades de France et les directeurs des Instituts français en Afrique (IFAS, Afrique du Sud ; IFRA, Ibadan) pour la prise en charge des billets d'avion et/ou de séjour des participants d'Afrique du Sud, d'Angola, de Centrafrique, de Côte d'Ivoire, de Madagascar, du Mali, du Maroc (Agadir) et du Nigeria.

Le comité d'organisation est reconnaissant aux personnes suivantes dont l'apport a été déterminant dans la tenue de la manifestation :

Philippe Bocquier, Antoine Bouillon, Christian Bouquet, Hervé Cronel, Fabienne Le Houérou, Yann Lebeau, Pierre Le Boul, Anne Remiche-Martinow, Alfred Schwartz, Thierry Simon et les deux gestionnaires du Laboratoire SEDET, Sylviane Cheminot, Isabelle Nicaise.

Comité scientifique et d'organisation du Congrès

Roger Akpaki, docteur en histoire (Université de Paris 7)
Pierre Boilley, professeur d'histoire (Université de Paris 1)
Hélène Charton, docteure en histoire (Université de Paris 7)
Monique Chemillier-Gendreau, professeure de Droit des relations internationales (Université de Paris 7)
Catherine Coquery-Vidrovitch, professeure émérite d'histoire (Université de Paris 7)
Laurent Fourchard, directeur de l'Ifra, Ibadan, Nigeria
Daouda Gary, doctorant en histoire (Université de Paris 7)
Odile Goerg, professeure d'histoire (Université de Paris 7)
Sophie Guillaume, doctorante en histoire (Université de Paris 7)
Willy Jackson, docteur en sciences politiques (Université de Paris 7), chargé de cours
Thérèse Locoh, directrice de recherches à l'Ined
Issiaka Mandé, maître de conférences (Université de Paris 7), initiateur du thème
Sophie Dulucq, maître de conférences (Université de Toulouse-Le Mirail)
Charles Tshimanga, docteur en histoire (Université de Paris 7)

Maquette/Mise en page : Issiaka Mandé, Fabrice Melka.

© La photo de couverture est tirée du CD-Rom : « Cartes postales d'Afrique de l'ouest (1895-1930) » produit par l'association Images et Mémoire dans le cadre du programme de l'Unesco « Mémoire du Monde ».

TABLE DES MATIÈRES

Introduction	7
I/ LES VILLES, DES NŒUDS MIGRATOIRES	15
Migrants et citadins dans les villes africaines. Éléments de réflexion à partir de quelques cas (Afrique du Sud, Zimbabwe, Togo) <i>Philippe Gervais-Lambony</i>	17
Logement et intégration urbaine des migrants à Port Elizabeth (1994-2000) : le cas de Walmer Location <i>Marianne Morange</i>	31
Le migrant africain et la ville étrangère <i>Sylvie Bredeloup</i>	53
Dynamique migratoire et évolution des réseaux d'insertion des Sénégalais à Conakry (République de Guinée) <i>Papa Demba Fall</i>	63
<i>Bisso na Bisso</i> : entre Congolais à Kinshasa, ca. 1930-1964 <i>Charles Didier Gondola</i>	77
La communauté comorienne d'Antananarivo pendant la colonisation : entre intégration et marginalisation <i>Faranirina V. Rajaonah</i>	97
Les migrants comoriens à Majunga et Diego-Suarez durant l'époque coloniale (1895-1960) <i>Didier Nativel</i>	117
La communauté guinéenne de Dakar, une intégration réussie ? <i>Guillaume Lefebvre</i>	133
II/ DES CIRCULATIONS COMPLEXES MÉLANT HOMMES ET FEMMES	151
Residents and Strangers: Migration toward and within the Western Cape and Cape Town <i>Simon Bekker</i>	153
Sierra Leone, Guinée : un échange inégal ? Jeux et enjeux autour de la frontière dans l'entre-deux-guerres <i>Odile Goerg</i>	165

L'émigration des populations de la vallée du fleuve Sénégal de 1890 à 1945 <i>Claire Bernard</i>	187
Un siècle de migrations féminines au Burkina : inclusion ou exclusion ? <i>Dennis Cordell et Victor Piché</i>	207
Les mutations de la dynamique migratoire des Soudanais-Maliens en Côte-d'Ivoire, 1908-1980 <i>Gary Daouda</i>	239
Trans-Border Migrants and Assimilation Process in the Southwestern Borderland of Nigeria <i>Alice Adejumo Afolayan</i>	261
Les Sénégalaises en Afrique centrale : de la migration d'accompagnement à l'émergence des groupes de femmes autonomes <i>Cheikh Oumar Ba</i>	279
III/ MIGRANTS ET MIGRANTES : ACTEURS ÉCONOMIQUES OU RIVAUX ?	293
Competition and Cooperation among Levantine, French and African Merchants in the Cities of Côte d'Ivoire During the Interwar Period <i>Chris Bierwirth</i>	295
Les Mossi dans la région de la Boucle du Mouhoun. Migrations, économie et intégration sociale <i>Guy Evariste André Zoungrana</i>	311
Les étrangers et le travail au Gabon : rapatrier... unique solution ? <i>Constant-Félix Pambo-Loueya</i>	333
Mobilité féminine et insertion urbaine des migrantes à Ouagadougou, Burkina Faso <i>Maxime Compaoré et Ardjouma Ouattara</i>	353
Migration and Women's Economic Activities in Urban Nigeria <i>Christiana E. E. Okojie</i>	367
IV/ AFRIQUE, TERRE D'IMMIGRATION, TERRE DE RETOUR	389
Les commerçants chinois de l'Est de Madagascar et leur intégration à la société autochtone au XX ^e siècle <i>Lucile Rabearimanana</i>	391

La communauté indienne de Tuléar entre l'exclusion et l'intégration <i>Monique Lupo-Raveloarimanana et Pietro Lupo</i>	407
Le départ précipité des Libanais de Céchi (Côte d'Ivoire) : xénophobie, difficultés économiques ou autres motifs ? <i>Nasser Serhan</i>	431
Fluctuating Anti-French Sentiment in Gabon, 1964-1998 <i>François Ngolet</i>	451
Le retour des migrants, mythes et réalités : le cas des Sénégalais en Allemagne <i>Laurence Marfaing</i>	473
« Belgcains », « Parisiens », « Diassa-Diassa ». Mythes et réalités de la diaspora congolaise de retour au pays <i>Charles Tshimanga</i>	491

Dynamique migratoire et évolution des réseaux d'insertion des Sénégalais à Conakry (République de Guinée)

*Papa Demba Fall**

INTRODUCTION

La Sénégambie¹ a toujours été le cadre de mouvements de populations fondés sur la complémentarité régionale. Ni le morcellement politique né des frontières coloniales, ni les différends entre États souverains n'ont jamais pu freiner ces échanges séculaires (Colvin, 1980 ; Diagne, 1972). Aussi, les recherches sur la dynamique migratoire sénégambienne ont surtout mis l'accent sur les inégalités de développement² et privilégié les migrations saisonnières de travail (Soumah, 1981; Baldé, 1976). Il en est résulté un tableau à certains égards obscur des tendances globales de la migration, notamment des mouvements qui ont abouti à l'implantation définitive de communautés nationales dans l'un ou l'autre pays de la région³.

Cet article se propose de retracer les courants migratoires qui ont abouti à la constitution d'une communauté sénégalaïse en Guinée et l'évolution de son mode d'organisation.

* L'émigraf / IFAN, Dakar

¹ Dans son acception large et historique, cette région correspond aux bassins versants des fleuves Sénégal et Gambie. Elle intègre tout ou partie des six états ouest-africains actuels : Sénégal, Gambie, Mali, Guinée « Conakry », Guinée-Bissau et Mauritanie.

² L'opposition des zones répulsives aux zones attractives permet alors d'isoler deux principaux foyers d'émigration (Haute Guinée et région de Kayes) et les bassins d'immigration (villes-capitales et zones de culture arachidières ou cotonnières).

³ Il en est ainsi des populations bambara installées au Sénégal. Originaires du Mali, elles ont leurs quartiers propres à Mbour, Thiès ou Saint-Louis.

L'objectif fondamental du texte est de montrer que, en raison de l'évolution du contexte sociopolitique, les premiers réseaux communautaires de solidarité s'avèrent incapables de prendre en charge les aspirations des néo-migrants. Il en résulte que la réussite des projets migratoires des nouveaux venus fait appel à des stratégies personnelles qui débordent du cadre du groupe d'origine. L'exemple choisi pour traiter des investissements spécifiques des néo-migrants est l'insertion dans le tissu économique, qui est la vocation même de l'immigration.

La première partie du texte présente la migration sénégalaise vers la Guinée à travers les courants migratoires dominants. Elle est destinée à montrer qu'en dépit de la diversification progressive des flux, ce sont les choix migratoires du groupe le mieux introduit, en l'occurrence les fonctionnaires, qui impriment leurs marques aux organisations communautaires. La seconde partie traite des réseaux de solidarité intra-communautaire à travers l'évolution de leur vocation et les limites de leurs actions. La troisième et dernière partie analyse les stratégies déployées par les néo-migrants, en particulier les petits commerçants du marché Madina, pour mener à bien leurs expériences migratoires.

Les thèses développées ici s'appuient sur des enquêtes menées au cours de missions de recherche à Conakry⁴, notamment en juillet-août 1997 et août-septembre 1998. Nous avons privilégié les entretiens directs et approfondis avec différentes générations de migrants en mettant l'accent sur leurs stratégies d'insertion. Nous avons interrogé 24 néo-migrants évoluant dans le secteur informel dont 15 petits commerçants opérant sur le marché Madina dans le but de comparer leurs « recettes » à celles de migrants établis de longue date : 5 fonctionnaires de l'administration coloniale, 3 employés de maison de commerce, 3 « partisans » ou intellectuels arrivés au lendemain de la révolution guinéenne. Certains ont souhaité conserver l'anonymat.

UN SIECLE D'IMMIGRATION SENEGALAISE EN GUINEE : DES « AUXILIAIRES » DE L'ADMINISTRATION FRANÇAISE AUX COMMERÇANTS INFORMELS

S'il est vrai qu'entre le Sénégal et la Guinée, la balance migratoire penche largement en faveur du premier⁵, Conakry n'en reste pas moins un important

⁴ L'auteur remercie le STIREP Paris et Me M. Dabo pour leur soutien logistique ainsi que les responsables de l'Union des Ressortissants Sénégalais en Guinée. J'adresse mes plus vifs remerciements à tous ceux qui ont lu et corrigé les maladresses de la version initiale de cet article, en particulier Odile Goerg de l'université Paris 7 Denis Diderot.

⁵ On estime, en 1993, la population guinéenne résidant au Sénégal à 45 261 (dont 12,3 % sont nés sur place) sur une population étrangère totale de 121 321 personnes (ÉMUS, 1993 : 56). Par contre le nombre de Sénégalais vivant en Guinée est largement sous-estimé.

teyer d'immigration sénégalaise. Fruit d'un processus historique, la migration sénégalaise vers la Guinée se décline en trois grandes vagues qui recourent les principales césures de l'évolution politique du pays-hôte.

Fonctionnaires et agents de l'administration coloniale

À l'instar des Dahoméens (actuels Béninois) dans les possessions françaises du Golfe de Guinée (Bonzon, 1967; Challenor, 1979 ; Goerg, 1990), les Sénégalais ont été en Afrique de l'Ouest, les « auxiliaires » de la colonisation française (Goerg, 1997). Comme dans les autres colonies d'Afrique, les fonctionnaires et agents en service en Guinée sont constitués de trois catégories : les fonctionnaires de cadres généraux régis par décrets, les agents des cadres communs à toutes les colonies d'AOF, régis par arrêtés du Gouverneur général, et les agents des cadres locaux régis par des textes spécifiques à chaque colonie du groupe ou au groupe tout entier.

Essentiellement originaires de Dakar et de Saint-Louis du Sénégal, les Sénégalais en poste à Conakry évoluent dans les services comme la Douane, la Marine, le Chemin de fer, la Poste et le Télégraphe.

Formés dans les prestigieuses écoles de Dakar ou de Saint-Louis du Sénégal, ils sont affectés à Conakry pour un temps déterminé et retournent au Sénégal durant leur congé de trois mois (de juin à août) qui correspond à la saison des pluies⁶.

Les ouvriers qualifiés et les employés de maisons de commerce

La construction du territoire est également l'occasion de faire venir des ouvriers qualifiés issus des centres d'enseignement technique de Dakar notamment. Que ce soit pour la construction du chemin de fer Conakry-Niger ou pour l'extension du port de Conakry, les grands travaux furent l'occasion de recruter des cadres sénégalais dont la mission principale était d'encadrer la main-d'œuvre locale.

À côté des cadres et des ouvriers, l'activité commerciale fut également le moteur d'une forte immigration sénégalaise vers la Guinée. Le souvenir des anciennes maisons de commerce⁷ reste attaché à la mémoire de nombreux migrants sénégalais comme en témoigne B. Ndiaye, actuel doyen de la communauté sénégalaise :

⁶ Le retour à Dakar se fait par mer. C'est l'occasion de retrouvailles dans le bateau « Asie » ou dans le train qui achemine les « vacanciers », à partir de la gare de Dakar, vers leurs localités d'origine.

⁷ Parmi les plus représentatives, on peut citer la CFAO, la SCOA, Peyrissac, P. & Z. (Patterson et Zochonis), le CCFA (Comptoir Commercial Franco-Africain) et la CNF (Compagnie du Niger Français).

« Je suis arrivé à Conakry en 1917, à l'âge de cinq ans, pour rejoindre mon père. Nous habitons au 35 de la rue de France, à Saint-Louis du Sénégal. C'est ici que j'ai fait mes études primaires et obtenu le CEPE. À la mort de mon père, alors ébéniste-charpentier de la CFAO, son employeur a fait appel à moi. J'y ai travaillé de 1931 à 1951. Quand les Européens se sont retirés, je me suis reconverti dans différentes activités sans songer une seule fois à retourner au Sénégal. » (Entretien, Conakry, août 1998).

L'expérience acquise auprès des maisons de commerce – dont les bâtiments sont encore visibles sur la 6^e avenue ou le 3^e boulevard – sera utile à la reconversion des Sénégalais dans les circuits de distribution tenus par les Libano-Syriens⁸. Arrivés à Conakry à la fin du XIX^e, les Levantins disséminés en milieu rural, reviennent en force, au début des années 1950, le long des 4^e et 5^e Boulevards, à Conakry, ultime étape de leur « parcours d'accumulation⁹ ». Pour faire face à la concurrence déloyale des maisons de commerce occidentales¹⁰, les Levantins feront appel à quelques Sénégalais qui servent de relais entre eux et la population locale. Les commerçants sénégalais vont jouer un rôle actif dans l'importation de produits de luxe destinés à approvisionner la communauté européenne de Conakry, estimée à 3 000 personnes en 1953. La quarantaine d'échoppes tenues par des Sénégalais, au premier étage du marché Niger, a valu à ce marché africain le surnom de « Petit Paris ».

À l'exception de quelques familles implantées en province¹¹, la colonie sénégalaise en Guinée était concentrée dans le secteur de Conakry I¹². En effet, à la faveur de l'aménagement de la ville par le Lieutenant-gouverneur Ballay¹³, la plupart des chefs de familles ont usé de l'entregent de compatriotes bien

⁸ Les premiers Libano-Syriens sont arrivés en Guinée à partir de 1897 (O. Goerg, 1997). Le mouvement s'est poursuivi par vagues avec des pointes en 1929, 1935-1936 et 1946-1947.

⁹ La formule est de GESCHIERE P. et KONINGS P. (dir.), *Itinéraires d'accumulation*, Paris, Karthala, Leyde, ASC, 1993.

¹⁰ Le Gouverneur Cousturier refusa d'appliquer aux Libano-Syriens, « le paiement d'une patente de 500 F et d'un permis de stationnement de 1 000 francs » réclamé par les commerçants européens (O. Dolfus, 1952 : 79).

¹¹ Tel est le cas à Boké, où l'on trouve des « cours » de Sénégalais dénommées à partir du patronyme et du suffixe « ya » qui signifie collectivité en susu : Mbenguia (pour les Mbengue) et Diobia (pour les Diop).

¹² Parmi les grandes figures sénégalaises de Conakry, on peut citer : Papa Cheikh Ngom, Gouye Ndiaye, Amadou Lèye Ndiaye, Ndiaye Kane, Jacques Sène, Joseph Ndaw, Blaise Diadhio, Amadou Gaye et Samba Ndiaye à Almamy ; Amadou Barry, Boubou Sow, Bodieul Sow, Alain Dior Diagne, Alassane Diagne, Papa Guèye, Papa Demba Diop, Djibril Tamsir Niane et Serigne Moussa Diop à Kolowondy ; Bafa Sène, Souleymane Ciss, Alassane Wade, Samba Seck Paye, Demba Bâ, Amadou Kâ, Amadou Ngor Dionne, Babacar Ndiaye et Idrissa Diop à Boulbinet. (Entretien avec B. Ndiaye, Conakry, août 1998)

¹³ Les numéros des avenues rappellent étrangement la ville de New York.

installés, à l'image de Boubou Sow et Magoné Fall, respectivement maçon et charpentier, pour obtenir des parcelles dans le secteur indigène de la ville¹⁴.

Des habitations luxueuses, construites sur le modèle occidental, témoignent encore de la présence de ces « Français noirs » en plein cœur de Conakry. L'ex-villa coloniale « Mon Repos » appartenant à Samba Ndiaye « Pilote » en est une belle illustration.

Alors que la plupart des cadres africains ont épousé de respectables « filles du pays »¹⁵, leur goût très prononcé pour la culture occidentale a conduit certains d'entre-eux à se convertir à la religion chrétienne.

Si les descendants des 4 *Commis*¹⁶ se définissent comme des « Sénégalais de Guinée » et gardent d'étroites relations avec leur pays d'origine, il n'en est pas de même pour les migrants de la troisième génération :

« Du Sénégal je ne connais pas grande chose. Je parle très mal le Wolof et cela fait rire les Sénégalais. Je suis plutôt Soussou. » (Entretien avec S. Paye, Conakry, août 1998)

Les intellectuels de la « Révolution guinéenne »

Conséquence du retrait de la France¹⁷, les choix politiques et économiques du Parti Démocratique de Guinée (V^e Congrès de 1959) vont largement influencer sur la migration sénégalaise. Pendant que la plupart des cadres africains de l'administration française se retirent, la réforme monétaire marquée par l'introduction du franc guinéen en mars 1960¹⁸, l'étatisation du commerce ainsi que la nationalisation des biens et moyens de production ont provoqué le départ de nombreux Sénégalais. Contraints de choisir entre leur patrie d'adoption et leur pays d'origine, de nombreux fonctionnaires, qui n'avaient jamais pensé retourner un jour dans leur pays d'origine, seront obligés de partir pour préserver leur statut. Ces départs coïncident avec l'arrivée d'une catégorie particulière de migrants sénégalais : les intellectuels ou « partisans de la révolution africaine ».

¹⁴ Différence singulière avec de nombreuses villes d'Afrique occidentale française, à Conakry, l'administration coloniale fit preuve d'une grande souplesse dans l'application des règlements d'urbanisme. (Voir notamment GOERG O., 1997, vol. 2 : 138-143).

¹⁵ Le mariage donne droit à une indemnité pour charge de famille variable selon le statut, entre 300 et 600 Francs et 600 ou 1 200 Francs par enfant âgé de 18 ans révolus. Cf. Circulaire n°58^f, in. GG. AOF-Guinée Française, *Recueil des circulaires du L'-Gouverneur, supplément 1922*. Conakry : Imp. du Gouvernement, 1923, (Archives privées).

¹⁶ Expression péjorative employée par les autochtones pour désigner la « classe sociale des Français noirs » venue des villes de Dakar, Saint-Louis du Sénégal, Rufisque et Gorée. En effet, les personnes nées dans les « Quatre Communes » sont des « citoyens français » alors que toutes les autres catégories de population sont regroupées sous le vocable de « sujets français ».

¹⁷ Cette décision est « la conséquence logique du non », dira le Général De Gaulle.

¹⁸ Le franc guinéen prendra l'appellation de syli en 1972.

T. L., qui a tour à tour occupé les fonctions d'enseignant puis de formateur, se souvient de la mobilisation :

« Nous n'avions pas le droit de laisser tomber la Guinée. Il fallait sauver la révolution et nous avons lancé un appel à tous les dignes fils de l'Afrique. La mobilisation fut sans précédent... De tous les territoires d'Afrique, des étudiants et des cadres sont arrivés avec l'ambition de relever le défi... » (Entretien, Conakry, septembre 1997).

L'expatriation des « petits commerçants » informels

La migration des années 90 est largement dominée par les petits commerçants informels. Si la situation économique de la Guinée n'est guère meilleure que celle du Sénégal, l'exode vers ce pays apparaît comme une alternative à la fermeture de l'Europe et au protectionnisme en cours dans les destinations phares comme la Côte-d'Ivoire et le Gabon (Fall, 1999). Comme le soulignent de nombreux migrants :

« Émigrer en Guinée, pour le candidat à l'émigration, c'est faire escale dans un pays limitrophe en attendant de se redéployer vers un territoire économiquement viable. » (Entretien avec M. Sarr, Conakry, août 1997).

DE LA VOCATION DES PREMIERS RESEAUX DE SOLIDARITE ET DE LEUR INADAPTATION AU CONTEXTE ACTUEL

En raison de leur statut de fonctionnaires, les pionniers de l'immigration sénégalaise bénéficiaient non seulement de la garantie de l'emploi mais aussi des faveurs de la part de l'administration coloniale. Classe privilégiée aux yeux des autochtones, les *4 Commis* étaient davantage préoccupés par leur particularisme culturel. Le souci d'assumer leur rôle de classe sociale évoluée les conduit à vivre en marge de la société d'accueil. La solidarité intercommunautaire qui emprunte les sentiers de la religion s'exprime à travers le lieu de culte qu'est la mosquée.

La mosquée sénégalaise de Conakry

Située dans le quartier Manquepa, en face du marché Niger, la mosquée sénégalaise de Conakry est l'expression la plus visible de la volonté d'affirmation de la spécificité culturelle des primo-migrants.

Construite entre 1917 et 1920, la mosquée sénégalaise est, dans l'ordre chronologique, la seconde mosquée de Conakry, après celle de Almamya. Le témoignage ci-dessous, recueilli auprès d'un des dignitaires de la communauté, est riche en enseignements sur ce haut-lieu de la présence sénégalaise :

« Le terrain de 590m² sur lequel est bâtie la mosquée fut acheté, au prix de 5 900 F, aux héritiers de Boubou Sow mort durant son congé passé à Dakar. Cent vingt ressortissants sénégalais de toutes confessions ont versé des contributions volontaires, pour offrir à la communauté un lieu de culte conforme à l'islam sénégalais¹⁹... À l'exception de Alpha Amadou Barry (originaire du Macina) et de Abdourahmane Barry (originaire du Fouta Djallon), tous les imams sont d'origine sénégalaise : El H Ibrahima Seck, Tafsir Momar Ndiaye, Amadou Diakhaté, Ndongo Sarr, Baye Moussée Diop, Djibril Ndiaye. La première prière de vendredi, à la mosquée sénégalaise, a eu lieu le 2 octobre 1925. » (Entretien avec S. Paye, Conakry, août 1998).

Ses fondateurs ont ainsi offert à la communauté un espace dont la vocation première est d'être un lieu de culte et d'apprentissage du Coran pour les enfants des migrants :

« Personne ne peut se soustraire à l'enseignement de ses parents. Ceci est d'autant plus nécessaire que les familles restées au pays se soucient de notre pratique religieuse. La construction de la mosquée a été dictée par l'adhésion à un système de valeurs... Dans ma ville de Saint-Louis, nous avons toujours eu le souci d'allier la maîtrise du français à l'apprentissage du Coran. » (Entretien avec B. Ndiaye, Conakry, août 1998).

La mosquée est aussi un espace de rencontre où l'on s'informe sur les événements communautaires (mariages, baptêmes, décès, etc.) et où l'on tranche les différends qui peuvent opposer des Sénégalais.

Les relations qui se sont tissées à partir de la mosquée ont favorisé la solidarité entre les ressortissants sénégalais de différents secteurs d'activité professionnelle. Principal point de ralliement, elle reste l'endroit idéal pour s'informer sur le sort d'un migrant ou sur la vie de la communauté. Elle constitue aussi un espace de communion et de rencontre avec les autochtones qui s'arrêtent pour prier.

L'expansion spatiale de la ville et la surcharge des « cours » sénégalaises du centre-ville ont contribué à réduire le rôle prépondérant de la mosquée sénégalaise dans l'encadrement de la communauté. Un autre facteur déterminant dans le déclassement de celle-ci est l'arrivée de Mourides :

¹⁹ Il s'agit surtout de la branche tijaniyya. En Guinée, l'islam était, à cette date, surtout pratiqué en Haute Guinée et au Fouta-Djallon, et se rattachait à la confrérie qadiriyya. Voir MARTY Paul, *Islam en Guinée. Fouta-Djallon*, Paris, Éd. Leroux, Collection de la Revue du Monde musulman, 1921.

« C'est sur instruction de mon marabout, Sérigne Cheikh Gaïndé Fatma, que j'ai organisé les premières rencontres entre les Mourides de Conakry, en 1972... Aujourd'hui nous avons mis en place un dahira qui regroupe les Mourides. Cela nous a permis d'acheter, sur la corniche, un centre d'accueil et d'entraide dénommé *Keur Khadim*... Nous y accueillons tous les nouveaux venus et les aidons à lancer une activité lucrative. » (Entretien avec S. G., Conakry, août 1998).

En effet, si les migrants de la première heure étaient majoritairement des Tidjanés, l'affirmation du mouridisme, à partir de 1970 notamment, a contribué à réduire l'influence de la mosquée sur la gestion des affaires communautaires.

Les autres associations sénégalaises

À côté des organisations confessionnelles, la solidarité sénégalaise s'exprime aussi à travers les associations laïques. Celles-ci sont nées de la prise de conscience de l'essoufflement des réseaux confessionnels et du besoin de solidarité face aux problèmes quotidiens : santé, éducation, droit au respect face aux *petits Mamadou*²⁰, etc.

Deux grandes associations²¹ méritent d'être mentionnées : l'Union des Ressortissants Sénégalais de Guinée et l'Association des Femmes Sénégalaises.

L'URSG est née en 1983, à l'instigation de El Hadji Guèye et El Hadj Ndao. Sa vocation initiale était de « favoriser la rencontre des Sénégalais vivant en Guinée, de promouvoir la solidarité et la promotion sociale du migrant au Sénégal ». Si des rencontres périodiques se sont tenues jusqu'en 1991 sans réalisation concrète, le mouvement sombra dans la léthargie à la suite d'accusations de détournements de fonds. La prise de conscience de la gravité de la situation sera à l'origine des journées de réflexion tenues en mai 1992. Dirigée en 1998 par Babacar Sow, fonctionnaire international en poste à Conakry, l'URSG est minée par la rivalité entre représentants des partis politiques sénégalais²².

Quant à l'Association des Femmes Sénégalaises de Conakry, elle est née de la déliquescence des organisations masculines. Créée en septembre 1997, son bureau est composé des présidentes des associations féminines des cinq communes de la ville. Les cotisations de ses membres (1 000 Francs/mois)

²⁰ Expression servant à désigner les fonctionnaires vivant de racket.

²¹ Bien que les migrants n'y fassent pas allusion, ces associations s'inscrivent dans une tradition séculaire. Elles sont héritières de mouvements plus anciens comme l'Association de la jeunesse sénégalaise, l'Effort sénégalais, le Foyer sénégalais de Conakry, La Fidélité. (Voir en particulier GOERG O., 1992 : 27).

²² Il est d'ailleurs intéressant de noter que les représentants de la Guinée au Conseil Supérieur des Sénégalais de l'Extérieur, en l'occurrence MM. Paul Ndong et Cheikh Dieng, ont été élus sur des listes concurrentes.

« visent la mise sur pied des projets communautaires dans le domaine de l'éducation, de la santé mais aussi de promouvoir l'action sociale ». Il est intéressant de remarquer que les femmes font appel à deux hommes pour assurer le fonctionnement de leur structure.

Des observations empiriques permettent de soutenir que les mouvements associatifs les plus dynamiques ont un soubassement ethnique (les Diola de Matoto) ou régional (les Baol-Baol).

Bien qu'elles ne soient pas toujours actives, les structures associatives des Sénégalais à Conakry sont capables de rebondir et de fédérer les disponibilités de la communauté comme ce fut le cas lors du décès d'une jeune Sénégalaise :

« Avec la mort de Marie T., chacun a pu se rendre compte que la solidarité sénégalaise existe bel et bien. Il faut la réveiller. Dès que nous avons appris la mort de notre sœur à tous, nous nous sommes mobilisés. Chacun a contribué au transfert du corps sur Dakar. Une délégation a représenté les Sénégalais de Guinée aux funérailles et a versé à la famille de la défunte une importante somme d'argent. » (Entretien avec P. A. Niang, Secrétaire Général de l'URSG, Conakry, septembre 1998).

De l'avis de nombreux migrants, les organisations communautaires actuelles seraient incapables de résoudre les problèmes fondamentaux comme l'accès à l'emploi ou au logement. C'est ce qui explique que « le système de relations inter-individuelles tend à prendre le pas sur les stratégies de groupe », comme nous l'avons relevé au marché Madina.

L'INSERTION ECONOMIQUE DES NOUVEAUX MIGRANTS : L'EXEMPLE DES COMMERÇANTS DE MADINA

En raison de sa situation stratégique, Madina est le plus important marché de Conakry. Il est situé le long de l'autoroute, à mi-chemin entre les quartiers périphériques et le centre ville (la commune de Kaloum). On peut estimer le nombre de commerçants à près de 2 000 personnes avec une prédominance de l'ethnie peul. Parmi les commerçants d'origine étrangère, nous avons relevé la présence de Maliens, de Sierra Leonais et de Sénégalais.

Le recensement effectué avec le concours des responsables de district, en septembre 1998, permet de dire que les Sénégalais sont au nombre de 15.

À leur sujet, le premier constat qui s'impose est qu'ils ne se connaissent que quand ils évoluent dans le même secteur géographique. D'une manière générale, leurs réseaux ne se croisent que s'ils découvrent qu'ils sont originaires du même terroir.

Des stratégies individuelles d'insertion

Le fait que les stratégies individuelles l'emportent de loin sur les stratégies collectives laisse penser que l'affirmation de l'identité n'est pas recommandée chaque fois que le groupe est minoritaire.

Quel que soit son secteur d'activité et la taille de son commerce, l'insertion du migrant dans les circuits marchands appelle un certain nombre d'investissements symboliques. Ces stratégies ont trait à l'instauration d'une confiance vis-à-vis de ses pairs sans laquelle il ne peut espérer trouver une place ni même s'introduire dans les réseaux sociaux.

Si, à la différence des citadins de la ville de Dakar par exemple, toutes les populations de la capitale guinéenne comprennent le français, l'accès aux réseaux marchands passe nécessairement par la maîtrise d'une langue locale. Parmi les 15 Sénégalais recensés à Madina, sept parlent couramment le soussou et le peul.

La construction d'un espace relationnel passe par la mise en place d'un réseau savamment entretenu et dont la base est essentiellement constituée par des migrants guinéens de retour du Sénégal. Le souci permanent de « détribaliser » les relations avec les autres marchands apparaît comme l'atout majeur des migrants sénégalais. L'absence de références ethniques ou nationalistes dans leur discours est, de ce point de vue, significative d'une nouvelle manière d'être :

« Ici, je me sens bien. Tous les commerçants sont mes amis. Je peux quitter ma *table* pour faire une course, mon voisin marchandra à ma place avec les clients. Nous devons vivre en frères ici... » (Entretien avec G. D., Conakry, septembre 1998).

« Un jour, je n'avais pas ouvert parce j'étais malade. Le responsable du marché est venu jusque chez moi pour s'enquérir de mon état de santé. Puisque mon absence s'est prolongée, j'ai vu défiler chez moi des clients que je ne connaissais que vaguement. » (Entretien avec A. F., Conakry, août 1998).

De sa capacité à nouer des rapports empreints de cordialité avec tous ses collègues dépendent l'acceptation du migrant et son élévation au rang de « fils adoptif ». Cette reconnaissance suprême peut déboucher sur l'implication du « père » dans la recherche de logement, l'octroi d'un lieu de travail plus approprié, etc. Cette forme de relation est à l'origine de deux mariages inter-ethniques : un Sénégalais avec une jeune fille peule du Macina ; un Sénégalais avec une femme haoussa de Maradi au Niger.

Les « tuteurs » des migrants ne sont pas toujours des hommes. Nous avons rencontré cinq Sénégalais qui bénéficient de l'aide précieuse des *tanti* ou grandes commerçantes qui s'approvisionnent en Europe.

Une dimension appréciable de la volonté d'insertion des migrants est la participation aux activités ayant trait à la solidarité dans l'espace de travail : prendre part aux tontines, respecter les règles de fonctionnement et la hiérarchie des pouvoirs.

Ces attitudes ne sont pas simplement dictées par la durée du séjour. En effet, on constate que les migrants arrivés depuis cinq ans et plus (neuf sur les 15 de notre échantillon) sacrifient à ces pratiques. De même, quand ils connaissent une réussite commerciale appréciable (petits boutiquiers ou grossistes), les Sénégalais ne renoncent jamais à entretenir une image de personne modeste et respectueuse des voisins. C'est le cas notamment de A. Faye, qui a développé le créneau du *Café touba*²³ :

« J'ai pris le relais de ma tante qui est rentrée au Sénégal. Mes clients sont près de deux cents. Je suis conscient que je dois beaucoup aux commerçants qui m'ont toujours soutenu vis-à-vis des policiers et des services sanitaires. Ces derniers ont toujours pensé que le *café touba* est mélangé à de la drogue [...]. J'ai formé de jeunes Guinéens qui sont aujourd'hui mes employés. Je ne fais plus que superviser leur travail [...]. Je ne rate jamais l'occasion d'aller rencontrer les riverains chez eux, à la mosquée ou dans leurs lieux de travail. » (Conakry, août 1998)

CONCLUSION

L'exemple de Conakry montre que le déclassement de la mosquée sénégalaise naguère principal moteur de la solidarité intercommunautaire est consécutif à la dispersion des migrants sénégalais dans la ville mais aussi à la diversité des statuts migratoires née de la juxtaposition de courants étalés dans le temps.

Dès lors que la communauté n'arrive plus à articuler la solidarité autour d'un idéal commun, les migrants privilégient les stratégies individuelles au détriment des stratégies collectives. On observe, dans le cas des commerçants du marché Madina, qu'un tel choix implique le renoncement aux références identitaires qui seul permet de se fondre dans des réseaux transethniques et de réussir son projet migratoire. Le marché apparaît ainsi comme un espace transnational où voisinent, sans heurts, des cultures différentes.

²³ Le *café touba* est apparu dans le monde rural sénégalais à la faveur des difficultés économiques des années quatre-vingt. Pour faire face au prix élevé du café importé, les Mourides lui ont substitué la graine de mil en y ajoutant du clou de girofle et d'autres produits locaux. Aujourd'hui, la graine de café est redevenue le produit principal, mais la proportion importante de produits locaux qui entrent dans la composition du *café touba* lui donne un goût particulier et permet d'abaisser les coûts de vente.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- AGIER M., *Commerce et sociabilité. Les négociants soudanais du quartier zongo de Lomé (Togo)*, Paris, Éd. Orstom, 1983.
- ARCIN, *Histoire de la Guinée*, Paris, Challamel, 1991.
- BALDÉ M. S., « Un cas typique de migration interafricaine : l'immigration des Guinéens au Sénégal », in. AMSELLE J. L. (dir.), *Les migrations africaines*, Paris, Maspero, 1976, pp. 63-98.
- BANGOURA M., « Une petite société formant un groupement ethnique intéressant : le Ouolof de Conakry », Dakar, *Cahier William Ponty*, XI, G-6 IFAN, (s.d.).
- BARRY B., « Anthropologie économique de la Sénégalie précoloniale du XV^e au XIX^e siècle », in COLVIN L. (dir.), *Les migrants de l'économie monétaire en Sénégalie*. Dakar, 1980, pp. 25-61.
- BONZON S., « Les Dahoméens en Afrique de l'Ouest », *Revue française de Science politique*, vol. XVII, n°4, août 1967, pp. 718-726.
- CHALLENGER H. S., « Strangers as Colonial Intermediates : The Dahomeyans in Francophone Africa », in. SHACK A. & SKINNER E. P. (eds.), *Strangers in African Cities*, London, University of California Press, 1992, pp. 67-83.
- COHEN A., « Cultural Strategies in the Organisation of Trading Diasporas », in Meillassoux Cl. (ed.), *The Development of Indigenous Trade and Markets in West Africa*, Oxford, IAI, 1971.
- COLVIN L. (dir.), *Les migrants de l'économie monétaire en Sénégalie*, Dakar, 1980.
- DIAGNE P., *Pour l'unité ouest-africaine : micro-États et intégration économique*, Paris, Anthropos, 1972.
- DEVEY M., *La Guinée*, Paris, Karthala, 1997.
- DIOP M. C. (dir.), *Le Sénégal et ses voisins*, Dakar, Sociétés Espaces Temps, 1994.
- DOLFUS O., « Conakry en 1951-52. Étude humaine et économique », *Études guinéennes*, IFAN (Centre de Guinée), 1952, pp. 3-111.
- FALL P. D., « Protectionnisme migratoire en Afrique noire : les migrants sénégalais face à la politique de "gabonisation" », *Bulletin de l'IFAN Ch. A. Diop*, Dakar, T. 49, sér. B, n° 1-2, 1999, pp. 101-133.
- FANSELOW F., « The Bazaar Economy or How Bizarre is the Bazaar Really ? », *Man* (N. S.), 25, 1990, pp. 250-265.
- GESCHIERE P., KONINGS P. (dir.), *Itinéraires d'accumulation*, Paris, Karthala, Leyde, ASC, 1993.

- GOERG O, *Commerce et colonisation en Guinée, 1850-1913*, Paris, L'Harmattan, 1986, 431 p.
- « Conakry : un modèle de ville coloniale française ? Règlements fonciers et urbanisme, 1885 - années 1920 », *Cahiers d'Études africaines*, n° 99, XXV-3, 1988, pp. 309-335.
- « Chefs de quartiers et tribal headmen : deux visions des colonisés en ville », in Chrétien J. P. et Prunier G. (dir.), *Les ethnies ont une histoire*, Karthala-ACCT, 1989, pp. 267-282.
- « Les mouvements de jeunesse en Guinée de la colonisation à la constitution de la JRDA (1890-1959) », *Cahier Groupe Afrique Noire*, n° 12, Paris, L'Harmattan, 1989, pp. 19-51.
- « La genèse du peuplement à Conakry », *Cahiers d'Études africaines*, n° 117, XXX-I, 1990, pp. 73-99.
- « Les associations de jeunesse : réflexions sur une méthodologie (l'exemple de la Guinée coloniale) », in *Les jeunes en Afrique*, t. I : Évolution et rôle (XIX^e-XX^e siècles), Paris, L'Harmattan, 1992, pp. 17-34.
- *Pouvoir colonial, municipalités et espaces urbains. Conakry et Freetown, des années 1880 à 1914*, Paris, L'Harmattan, Coll. Racines du présent, 2 vol, 1997, 535 p.
- LABAZÉE P., GRÉGOIRE E. (dir.), *Grands commerçants de l'Afrique de l'Ouest*, Paris, Karthala-Orstom, 1993.
- MARTY P., *L'islam en Guinée. Fouta-Djallon*, Paris, Éd. Leroux, Collection de la Revue du Monde musulman, 1921.
- SOUMAH M., « Un exemple de migration internationale en Sénégal », *Annales de la Faculté des Lettres et Sciences Humaines de l'Université de Dakar*, n° 11, 1981, pp. 197-210.

Être étranger et migrant en Afrique au XX^e siècle

Enjeux identitaires et modes d'insertion

Les flux migratoires en provenance de l'Afrique focalisent, en Europe notamment, l'attention des médias et des pouvoirs politiques. A l'inverse, l'étude des mouvements internes au continent africain est totalement négligée. Dans cet ouvrage collectif, fruit d'un colloque qui s'est tenu en décembre 1999 à l'Université Paris 7-Denis Diderot, plus de cinquante chercheurs apportent des informations récentes et originales sur ces dynamiques, abordées sous plusieurs angles. Les mouvements migratoires, en partie liés aux recompositions socio-économiques, remettent-ils en question les valeurs morales ou philosophiques africaines, telle l'hospitalité ? Par quels référents conceptuels ou imaginaires théoriques les reconfigurations identitaires sont-elles sous-tendues ? Renvoient-elles l'image de l'Autre comme empreinte d'opprobre ? Dans ce jeu complexe de la construction de l'altérité, sont explorés la notion de l'étranger mais aussi sa fabrication, les « bricolages » et ancrages identitaires, les modalités et les stratégies d'insertion des migrants dans les sociétés d'accueil. Comment le concept d'étranger, non nécessairement lié à la nationalité et légué par les siècles passés, se définit-il actuellement, à l'aube du XXI^e siècle ? Que signifie être étranger en Afrique ? Les frontières mentales ou psychologiques sont-elles plus pertinentes que les frontières matérielles héritées de l'époque coloniale ?

L'immigré est confronté au processus d'édification nationale en cours, au raidissement des structures de l'État ou des sociétés d'accueil et doit composer avec un arsenal juridique, souvent en contradiction avec les déclarations politiques. C'est l'objet du volume 1 intitulé *Politiques migratoires et construction des identités*. Au fil des décennies, les réseaux et les dynamiques migratoires se sont modifiés. Dans ces jeux complexes, les villes se présentent comme des pôles dans lesquels cherchent à s'insérer hommes et femmes, acteurs économiques et agents culturels. Le volume 2, *Dynamiques migratoires, modalités d'insertion urbaine et jeux d'acteurs*, explore ces différents aspects.



ISBN : 2-7475-5340-X

38 €